



Stop aux pressions pour imposer un projet « glauque » !!! *Notre nouvelle Présidente pratiquerait elle le double langage ?*

La nouvelle Présidente de France Télévision a émis lors du dernier CCE, auquel elle participait pour la première fois, le souhait de lancer les assises de l'entreprise qui auront pour vocation à échanger avec les salariés pour nourrir le plan stratégique de notre société dans les 5 ans qui viennent. D'ailleurs une délégation parisienne viendra prochainement dans notre station pour faire le point de la situation et écouter ce que les salariés ont à dire.

En totale contradiction avec cette démarche d'ouverture, la direction régionale à Mayotte, entend faire passer en force, un projet de réorganisation, fomenté avant le départ de Rémy Pfmilin, par la direction des Outremer, sans la moindre prise en compte des réalités des stations d'outremer.

Monsieur Kops depuis son bureau parisien essaye de faire croire, par l'intermédiaire de son directeur régional à Mayotte, que ce sera grâce à ce projet que la station de Mayotte pourra être sauvée.

On est malheureusement en droit de se demander si le seul objectif de ces deux amis ne serait pas de vouloir montrer à Madame Ernotte : « de quoi ils sont capables », en réorganisant à effectif et budget constants la station de Mayotte, reconnue, même par l'ancienne équipe de direction parisienne, comme « sinistrée » en effectifs.

Le directeur régional de Mayotte 1^{ère} pense t'il arriver à atteindre les objectifs de cette réorganisation imaginée à Malakoff, en s'appuyant uniquement sur du volontariat et sans augmentation de moyens humains et matériels alors que chacun travaille à flux tendus en continu ?

Comment la direction pourrait-elle plaquer un modèle de réorganisation, conçu comme générique pour les outremer, sans prendre en compte la situation d'exception qui perdure à Mayotte au sein de FTV, puisque même l'ancienne DRH de FTV a reconnu au Siège, après une visite à Mayotte, que si les salariés refusaient de continuer à exercer leur pluri qualification, même le journal quotidien ne pourrait plus être réalisé ?

Quelle réorganisation nous propose t'on donc ? En s'appuyant sur quel plan de formation cohérent, quand on sait la gestion chaotique de la formation professionnelle dans notre station ?

La direction doit savoir que, quelle que soit la pseudo réorganisation qu'elle entend imposer par la force à Mayotte 1^{ère}, l'UCSA CGT n'acceptera pas que cela se fasse au détriment des Salariés, tout autant que des auditeurs et des téléspectateurs.

D'ores et déjà le CHSCT a demandé à la direction de mettre en œuvre une expertise sur ce projet de réorganisation, afin de nous éclairer sur les objectifs qu'elle souhaite atteindre, le coût financier, les risques psychosociaux, ainsi que l'impact réel sur notre activité de production, et nos moyens humains et matériels. La direction n'ayant pu refuser cette demande, veut désormais, dans le mépris total des règles pratiquées, imposer « son » cabinet d'expert alors que les représentants des salariés au CHSCT en ont déjà désigné un comme le veut la procédure. Une manière de faire en totale contradiction avec les

engagements pris par la nouvelle présidente directrice générale de FTV qui a émis 2 préalables à la mise en place des grands chantiers du plan stratégique : 1) Une santé humaine et sociale de l'entreprise en redonnant de l'espoir, une stabilité et un cadre plus sécurisant aux salariés. 2) une santé financière.

Pourquoi tant de contradictions entre la présidence de FTV et la direction des outremeres ? Notre nouvelle présidente pratiquerait elle le double langage et aurait elle 2 projets : l'un construit à partir d'ouverture et de concertation pour l'Hexagone et un autre brutal et méprisant porté par ses directeurs pour les Outremeres, si loin de la capitale ?

Pourquoi tant de précipitation à vouloir réformer Mayotte 1^{ère}, qui a surtout besoin d'être secourue pour pouvoir enfin développer des productions dignes de ce nom en direction de ses auditeurs et de ses téléspectateurs.

Vous n'êtes là que depuis peu Monsieur le directeur régional, vous ignorez donc ce que vos prédécesseurs, tous autant qu'ils ont été, ont dit aux salariés de Mayotte 1^{ère} depuis de très nombreuses années. En nous démultipliant pour montrer à nos dirigeants parisiens que nous produisons avec peu de moyens, on nous les augmenterait. Depuis l'adossement de RFO à FTV jusqu'à la fusion absorption, tout allait nous permettre de devenir une station de Radio et de Télévision digne de ce nom. Les années ont passées et nous n'avons toujours rien vu venir. Pire encore, il nous a fallu un long combat pour sauvegarder nos emplois. Ce serait un très mauvais calcul que de répéter les mêmes erreurs et de croire que nous allons encore nous soumettre à une pression toujours plus forte sur l'activité quotidienne.

Par ailleurs, la négociation de l'accord sur la réduction de l'emploi précaire au niveau de FTV est en cours. Il semble donc logique d'attendre la fin de cette négociation pour savoir de combien de créations ou de régulations de postes nous bénéficierons. Même chose pour ce qui concerne les conclusions de l'expertise, avec lesquelles une direction responsable pourra envisager la mise en place ou pas de cette réorganisation.

La Direction comme les salariés doivent savoir que l'UCSA-CGT Mayotte utilisera tous les moyens dont elle dispose pour que cette direction ne vienne pas dégrader plus encore la situation de notre station, en se cachant derrière un soit disant projet venu de Paris, au lieu de mettre en œuvre un vrai projet éditorial qui garantirait une meilleure compréhension des réalités que vivent au quotidien les Mahorais ainsi que tous ceux qui habitent notre archipel pour de plus ou moins longues durées.

Notre direction régionale ne doit pas se montrer indifférente à la mission qui est la sienne, qui est bien de rechercher des solutions viables pour faire fonctionner une station et non pas seulement pour faire de la gestion administrative. Elle se doit, si elle est responsable, d'être un relais auprès du Siège pour réclamer des moyens supplémentaires et démontrer, car c'est le cas à Mayotte 1^{ère}, qu'une réforme parisienne plaquée n'est pas possible, face à une telle carence de moyens.

Si la Direction s'obstine à considérer que tout est possible chez nous, même l'incohérence, L'UCSA CGT Mayotte prendra ses responsabilités.